Les ordonnances concernant la presse (2. 12. 1856) et la création du «Journal de Luxembourg» — à qui le gouvernement Simons pensait pouvoir donner une espèce de monopole grâce aux annonces officielles et aux abonnements imposés aux fonctionnaires de l'Etat — menacèrent de ruine J.-A. Schroell, qui eut même des difficultés à se procurer la caution exigée par les nouvelles ordonnances. Le gouvernement trouva un joint en laissant à Schroell la faculté de s'acquitter de son obligation ou bien par un paiement en numéraire ou bien par un dépôt de titres. Le 24. 1. 1857 le département de la justice fut informé que Théophile Schroell venait de payer la caution de 500 thalers pour le «Wächter». (17)

Plus compliquée fut la question de la double responsabilité de J.-A. Schroell en tant qu'imprimeur et rédacteur en chef. C'est que le 1. 1. 1857 Théophile Schroell avait prévenu le Département de la Justice qu'il était rédacteur responsable pour les articles politiques signés du pseudonyme Gottlieb Wächter et qu'ainsi cesserait la responsabilité «irrationnelle» de son père, l'imprimeur. Mais le 3 janvier le Parquet Général constata que le premier numéro de l'année 1867 du «Wächter» portait la mention «J.-A. Schroell imprimeur et éditeur» tandis qu'un article était publié sous le prête-nom de Gottlieb Wächter et que deux autres étaient signés Th. Schroell ; que, de ce chef, le père et le fils s'étaient placés «à côté de la loi». Le Procureur Général rappela aussi que lorsque J.-A. Schroell, à la suite de sa demande de concession comme imprimeur, eut déclaré «qu'il soignerait dorénavant la rédaction de son journal et que son fils cesserait d'y participer», on l'avait prié de se procurer un rédacteur responsable. Etant donné que Th. Schroell était effectivement ce rédacteur, son nom devait figurer sur le journal (18).

Ce conflit avec les autorités judiciaires fut réglé par l'entrée de Théophile au «Courrier» ; mais il n'en fut pas de même avec la situation matérielle précaire de J.-A. Schroell, chef d'une nombreuse famille. De là sa proposition adressée le 29. 12. 1857 au Directeur Général de la Justice, de remplacer le «Wächter an der Sauer» par un journal qui ne serait plus antigouvernemental parce que placé sous la direction d'un fonctionnaire de l'Etat. Le nouveau journal obtiendrait par droit de préférence tous les avis officiels concernant l'arrondissement de Diekirch, les autres communications étant payées au prix normal des annonces.

Quelle satisfaction devait éprouver le réactionnaire G. M. Augustin, en lisant cette lettre d'un adversaire politique réduit à la dernière extrémité ! Deux jours plus tard le Directeur-Général donna son accord de passer certaines annonces à une feuille à tendances conservatrices et, «pour favoriser une publication qui pourra exercer une influence utile sur l'opinion politique ... de lui procurer une indemnité payable sur le bénéfice net que produira le cas échéant le «Journal de Luxembourg», pour les annonces et publications concernant l'arrondissement de Diekirch qui sont prescrites par la loi civile.» (19)